

## Paul Krugman : "Mon avis n'est pas marginal"

Article paru dans l'édition du 22.09.12

**Paul Krugman, Prix Nobel d'économie, affirme que seule une politique de relance peut sauver les Etats-Unis et l'Europe. Quitte à s'endetter encore plus et créer de l'inflation**

**P**aul Krugman, Prix Nobel d'économie 2008 et chroniqueur au *New York Times*, fait figure d'incompris. Jugeant « *affligeante* » la situation économique de l'Europe, cet Américain, keynésien convaincu, encourage la dépense publique. Une thèse présente dans son livre, *Sortez-nous de cette crise... maintenant !*, qui va à rebours des politiques d'austérité menées par la plupart des dirigeants de la zone euro.

### **En ces temps de surendettement public, pouvez-vous vraiment dire : « Vive la dépense ! » ?**

Oui. La dette est élevée, mais ce n'est pas toujours un problème. Au Royaume-Uni ou dans les pays du coeur de l'Europe, les Etats peuvent encore emprunter à moindre coût. Et il faut rappeler que l'endettement public britannique était bien plus élevé entre les deux guerres, quand Keynes défendait une politique de relance. Nous avons des preuves concrètes que maintenir la dépense publique dans une économie déprimée ne dégrade pas considérablement les finances publiques. A long terme, cela peut même les améliorer : vous empruntez à des taux très faibles et l'économie, plus forte, permet d'enregistrer plus de recettes fiscales. Surtout, vous limitez les dégâts provoqués à long terme par la récession. En résumé, l'austérité est destructrice même sur le plan fiscal !

### **Pourtant personne ne vous écoute.**

Mon avis n'est pas celui d'un marginal, c'est le résultat de recherches menées par Larry Summers [*il fut secrétaire au Trésor de Bill Clinton*] et par l'économiste Brad DeLong. Aujourd'hui, les gouvernements interprètent à leur manière la situation, et, jusqu'ici, ils se sont beaucoup trompés...

### **S'endetter, n'est-ce pas laisser un triste héritage aux générations futures ?**

Laisser à la jeunesse un pays sans emplois, où les usines sont en mauvais état, n'est pas un cadeau. On a tort de penser que la dette est ce qu'il y a de plus nocif pour l'avenir. La chose la plus importante, c'est de permettre aux générations de s'instruire, de développer les infrastructures, etc.

### **Après la crise de 2008, le keynésianisme mis en place s'est traduit par un endettement planétaire, mais sans les succès que vous annoncez.**

Les plans de relance ont stoppé la chute libre de l'économie. Mais leur ampleur était insuffisante et leur durée inappropriée. On a basculé dans l'austérité dès la mi-2010, quand la reprise s'essouffait. Nous n'avons pas mené de véritable politique keynésienne. Tout juste avons-nous mis en place de brefs stimuli budgétaires. Même aux Etats-Unis, où le plan a été le plus important [*787 milliards de dollars*], la relance n'était pas suffisante.

### **On a pourtant comparé ce plan au New Deal !**

Mais le New Deal était lui aussi inadéquat. Ce n'est pas lui qui a sorti l'économie américaine de la Grande Dépression. C'est la préparation militaire à la seconde guerre mondiale qui a relancé l'industrie de l'armement. L'équivalent d'un stimuli de l'ordre de 10 % du PIB. Aujourd'hui, nous ne sommes pas en « grande dépression », quoique... J'aurais été satisfait avec un plan de relance de 4 points de PIB renouvelé pendant trois ans. Cela peut paraître élevé, mais lorsqu'un Etat peut emprunter à des taux négatifs, c'est raisonnable.

### **Ce qui n'est pas le cas des pays européens.**

C'est le cas de l'Allemagne et de la France. En France, imposer une cure d'austérité, c'est donc faire fausse route.

### **Justement, le gouvernement socialiste ne parle pas d'austérité, mais de « redressement dans la justice ». Une hypocrisie ?**

L'hypocrisie est un trait de caractère universel...

### **Et que penser de la taxation des revenus à 75 % pour les très riches ?**

Ce n'est pas une idée folle. Peter Diamond, un Prix Nobel d'économie, a évalué le taux optimal de la fiscalité des revenus les plus élevés à 73 %. Mais cette théorie est valable pour des économies qui, comme les Etats-Unis, sont relativement fermées. Ce n'est pas le cas de la France.

### **Il est exclu d'augmenter le déficit en Europe du Sud. Que peuvent faire ces pays ?**

J'ai beaucoup d'empathie pour les chefs de gouvernement des pays de la périphérie de l'Europe. Ils n'ont pas beaucoup de marge de manoeuvre. Tout juste peuvent-ils plaider pour atténuer l'austérité en disant : « *Hé, regardez à quoi mène 1 point de PIB d'économie budgétaire en plus !* » A rien. Leur sort se joue à Francfort et à Bruxelles... Oh non ! pardon, Bruxelles n'a pas de pouvoirs, c'est Francfort et Berlin qui en ont. Aussi longtemps que ces pays d'Europe du Sud resteront dans la zone euro, seule la Banque centrale européenne (BCE) peut les aider. Elle peut limiter les coûts de leurs emprunts grâce à une politique monétaire expansionniste et les aider à exporter : en installant un peu d'inflation dans les pays du coeur de l'Europe, ils gagneront en compétitivité.

### **Peut-on dire où se nichera la hausse des prix ?**

Si l'économie repart en Europe, il y aura le plein-emploi dans les pays du coeur de l'Europe et des pressions pour des hausses de salaires, donc plus d'inflation dans le centre et moins dans la périphérie. Les pays qui souffrent regagneront en compétitivité.

### **C'est séduisant. Pourquoi ne le fait-on pas ?**

Il y a un dogme. Il est évident que les officiels, notamment en Allemagne, ne pensent pas comme moi. Berlin est entré dans l'euro en imposant des conditions, notamment qu'il n'y ait plus jamais, jamais, d'inflation. Ils ont diabolisé la hausse des prix. C'est un piège idéologique.

**L'inflation est souvent cause de révoltes populaires. Cela ne vous effraie-t-il pas ?**

On brandit le spectre d'une inflation galopante. C'est un fantasme. L'hyperinflation surgit quand les gouvernements font marcher la planche à billets. Ce n'est pas cela ici. Je comprends le trauma allemand lié à l'hyperinflation de 1923, mais la déflation qui a suivi (baisse des prix et des salaires) a fait des dégâts aussi grands. Et personne ne parle d'autre chose que d'une inflation de 4 % maximum. Rien de terrible pour le pouvoir d'achat.

**Le problème est donc idéologique ?**

Le problème est économique, mais il requiert une action politique. Pour la mener, il faut changer les mentalités.

**Vous parlez d'un « grand mensonge ». La crise est-elle instrumentalisée pour attaquer l'Etat-providence ?**

C'est ce qui arrive dans beaucoup de pays. Aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Europe continentale, la crise a été provoquée par le secteur financier et les marchés, mais elle a été réinterprétée en : « *Tout cela, c'est parce que l'Etat-providence est trop gros.* »

**Nous serions victimes d'un complot ?**

Aux Etats-Unis, le mouvement conservateur, relayé par de grandes fortunes qui contrôlent think tanks ou médias, influence les discours et les politiques.

**Et en Europe ?**

On parle beaucoup de réformes structurelles. Ce qui veut dire : remettre en question l'Etat-providence. Je ne suis pas forcément contre mais il est clair qu'une frange importante de l'opinion pense qu'il faut réduire la protection sociale.

**Vous parlez des « austériens ». Qui sont-ils ?**

La Banque centrale européenne, l'OCDE et, d'une certaine manière, la Commission européenne pensent qu'il est nécessaire de réduire les déficits, bien que les économies soient en récession. Quand je parle des « austériens », je pense notamment à Jean-Claude Trichet, l'ex-patron de la BCE.

**Son successeur, Mario Draghi, trouve-t-il davantage grâce à vos yeux ?**

M. Draghi a fait des choses très astucieuses. Je pense qu'il est plus souple que M. Trichet. Je suis donc prudemment optimiste pour la suite.

**La BCE a beaucoup de pouvoirs, sans être une entité démocratique. Doit-on s'en inquiéter ?**

L'euro est une monnaie unique sans gouvernement unique. Une création bancaire. Le résultat est que la BCE, entité technocratique, joue un rôle central. On peut espérer qu'elle soit un jour relayée par une organisation élue démocratiquement. Mais cela n'arrivera pas avant une décennie. Au moins. Sans doute pas de mon vivant.

**Vous voulez dire que l'Europe fédérale est une utopie ?**

L'union bancaire est à portée de main. Pour le reste, ce sera compliqué.

**L'Allemagne semble pourtant défendre l'union politique...**

C'est une chose étonnante que de parler avec des officiels allemands. Ils vous parlent de règles budgétaires. Vous leur dites : « *Mais l'Irlande n'avait pas de problème de déficits publics.* » Ils répondent : « *Il faut des règles budgétaires.* » Il n'y a pas de discussion rationnelle possible. La bonne nouvelle est que l'Allemagne est de plus en plus isolée, notamment au sein de la BCE.

**Comme nombre d'Anglo-Saxons, vous étiez euroseptique. Cette crise vous donne raison ?**

J'aurais aimé avoir tort. Je suis europhile dans le fond. Je veux que l'euro survive. **Pensez-vous encore que la zone euro risque d'éclater ?**

La BCE est consciente du danger. Mais en cas de faux pas, il ne faudrait pas longtemps pour mettre la zone euro au bord du précipice.

**A vous écouter, nous traversons une situation comparable à celle des années 1980, où dominaient les théories néolibérales.**

Cela y ressemblait, au sens où les gens qui s'opposaient à l'austérité n'avaient pas droit à la parole. Mais les choses changent. Mon avis gagne de plus en plus de terrain.

**Propos recueillis par Claire Gatinois**